

La ville: sciences, pouvoirs et sociétés

Programme de recherche et d'enseignement

Christian Topalov

Juin 1994

Le présent programme a pour objet l'étude comparée des rapports entre sciences, pouvoirs et sociétés dans les villes du dernier XIXe et du XXe siècles. Mes travaux actuels portent sur la genèse de certaines interventions réformatrices sur les sociétés urbaines —la naissance de l'urbanisme comme discipline; l'émergence de la catégorie de "chômage"— les terrains d'enquête étant la France, la Grande Bretagne et les Etats Unis —et tout particulièrement trois métropoles : Paris, Londres et New York. L'approche comparative me permet d'examiner s'il existe certains traits communs des postures cognitives et pratiques vis-à-vis de la ville et du "social" qui prennent forme alors dans les pays industrialisés. L'étape suivante de mon travail s'orientera plus particulièrement vers l'analyse des savoirs sur la ville, élément structurant des sciences sociales naissantes dans la période.

Ce programme développe des recherches conduites actuellement au Centre de sociologie urbaine et prolonge un enseignement donné à l'Ecole depuis 1988, notamment dans la formation doctorale "Territoires urbains: représentations, pratiques, aménagements" depuis la création de celle-ci en 1989. Ces recherches constituent aussi une contribution au Programme de recherche interdisciplinaire "Etudes urbaines" lancé en 1993, dont j'assure aux côtés de Marcel Roncayolo et Bernard Lepetit la coordination. La poursuite de ces travaux dans le cadre d'une direction d'études me conduirait à rejoindre une formation CNRS de l'Ecole et me permettrait de contribuer plus efficacement au développement des recherches urbaines en collaboration avec des collègues d'autres disciplines.

L'émergence des politiques urbaines et des politiques sociales modernes

L'étude des origines des politiques urbaines et des politiques sociales est en France un champ de recherche en plein développement. Sur ce terrain, les sciences sociales françaises ne disposent pas de la longue tradition qui existe dans d'autres pays. C'est en effet dès le début de ce siècle en Grande Bretagne, à partir des années 1940 aux Etats Unis, que la mise en place de politiques sociales et de politiques de la ville s'est accompagnée de la construction de représentations savantes de l'histoire de celles-ci. En France, si l'on excepte quelques rares travaux pionniers entrepris à l'époque des Trente Glorieuses, la recherche dans ce domaine a pris son essor au moment où, partout en Occident, commençaient à se multiplier les indices d'une crise des politiques publiques instituées dans le second après-guerre —tout particulièrement, de l'urbanisme de plan— et à se dessiner de profondes réorientations. C'est peut-être cette circonstance, en même temps que les traits particuliers du champ intellectuel français, qui nous permet de regarder l'expansion des Etats Providence et de l'aménagement urbain autrement que comme l'effet d'un progrès social inéluctable. Une telle perspective différencie nettement nombre de travaux français de la plupart des social policy studies conduites ailleurs dans le prolongement

d'une tradition née avec réformateurs sociaux du début du siècle et continuée par les divers progressismes ultérieurs. Cette posture confère aux travaux conduits dans notre pays une spécificité —heureusement partagée avec un certain nombre de courants de recherche à l'étranger— qui sera d'autant plus féconde qu'elle saura étudier d'autres expériences que la nôtre et participer activement au débat international.

On sait mieux maintenant que les politiques urbaines et les politiques sociales qui s'épanouissent au lendemain de la seconde guerre mondiale sont enracinées dans une action réformatrice multiforme qui prend une ampleur et des orientations nouvelles dans les pays industrialisés à partir des dernières décennies du XIXe siècle et s'inscrit peu à peu dans les institutions tout au long du premier XXe siècle. C'est au cours de cette période en effet que sont établis les principaux traits de l'urbanisme moderne et de l'architecture des Etats Providence : les frontières de domaines spécialisés d'intervention sur le social sont alors définies et donnent naissance à autant de politiques sectorielles, des appareils administratifs sont mis en place pour gérer celles-ci, tandis que sont construits des instruments d'observation et des disciplines scientifiques qui les informent ainsi que des professions qui les mettent en oeuvre. En particulier, la ville, pour la première fois considérée dans sa globalité, en vient à être traitée comme l'un des objets et vecteurs privilégiés de la réforme de la société.

Les découpages qui résultent de ce travail historique ont longtemps été considérés par la recherche comme axiomatiques. Il allait de soi d'étudier par exemple les politiques du logement ou de l'urbanisme, de la protection sociale ou de l'emploi, comme des interventions des pouvoirs publics visant à répondre à autant de "problèmes sociaux" nés de l'industrialisation et de l'urbanisation. Si l'utilité de travaux portant sur ces diverses politiques ne fait pas de doute, ils comportent cependant une limite majeure : celle de s'inscrire à l'intérieur d'une segmentation de la réalité qui résulte précisément du processus historique qu'il s'agit d'étudier. La possibilité même de telles politiques sectorielles repose en effet sur une double condition. D'une part, le "social" doit avoir été constitué comme objet de science et d'intervention rationnelle, d'autre part une série de problèmes distincts justiciables d'actions spécifiques doivent y avoir été délimités et, parmi ceux-ci, une "question urbaine". Si l'on considère ces innovations majeures comme des données, les processus qui y conduisent sortent par construction du champ de la recherche.

De ce point de vue, la période privilégiée par ce programme peut être considérée comme un chantier majeur. Sans doute, à la fin du XIXe siècle, les fondements d'une nouvelle posture regardant l'homme comme objet de science sont établis depuis longtemps, et les disciplines qui se chargent de cette tâche sont déjà en partie constituées. Le tournant du siècle est cependant marqué par l'entrée dans une nouvelle période, celle qui va donner naissance aux Welfare States d'un côté, à l'institutionnalisation de sciences humaines détachées de leurs prémisses réformatrices de l'autre. En même temps, en ce moment originel, le travail d'oubli des relations entre savoirs et pouvoirs n'est pas encore consommé, et le monde de la réforme sociale est encore intimement lié à celui des disciplines académiques et professionnelles, comme à celui des appareils émergents d'administration du social.

Le regard savant et les modes d'action sur le peuple des villes, son environnement et son travail connaissent alors une profonde réorganisation. Celle-ci est liée à trois autres développements, selon des médiations que la recherche comparative doit permettre de continuer à explorer. D'abord, selon des formes particulières à chaque pays, le suffrage universel et les institutions de

la démocratie représentative sont désormais consolidés et les classes subalternes se trouvent en mesure de faire irruption sur la scène politique légale, notamment au niveau des autorités locales. La question des changements nécessaires pour que les "barbares" qui campaient jusque là aux portes de la cité deviennent les citoyens d'un ordre social démocratique national est désormais centrale. Ensuite, la Grande Dépression de la fin du XIXe siècle et les débuts de ce que l'on a pu nommer une "seconde révolution industrielle" commencent à poser le problème d'une redéfinition en profondeur du travail et du rapport salarial. Enfin, l'expansion suburbaine des grandes villes ouvre les perspectives d'un changement radical de l'environnement matériel et spatial de la vie quotidienne populaire. Les projets réformateurs, dans leur diversité, sont animés par la recherche d'un nouvel ordre social, productif et urbain qui ferait entrer les sociétés industrielles dans l'âge de la rationalité et de la réconciliation. Tandis que les "classes dangereuses" ou les "pauvres" font place à de nouvelles catégories administrables, la "question sociale" se dissout en une série de "problèmes sociaux" traitables par autant de technologies particulières.

Dans ce processus, science et administration, étroitement mêlées, jouent un rôle essentiel. Elles ont pour agents des hommes et des femmes nouveaux. La plupart d'entre eux se détachent progressivement des groupes où se recrutaient jusque là les milieux réformateurs : entrepreneurs "progressistes" et bourgeoisie philanthrope. Le notable éclairé, généraliste de la réforme sociale, tend à faire place au professionnel ou à l'administrateur spécialisé. Chacune des disciplines et professions nouvelles revendique une légitimité scientifique et met au point des techniques qui lui sont propres. Elle s'affirme par l'élaboration d'un langage, la création d'associations marquant sa spécificité et d'institutions de formation organisant sa reproduction. Dans le domaine de l'urbanisme comme dans beaucoup d'autres, les années 1910 marquent de ce point de vue un tournant qui prépare l'effacement, dans l'immédiat après guerre, de la génération précédente de réformateurs.

Ici, quelques nuances s'imposent, car peut-être nombre de travaux anglo-saxons tendent-ils à surestimer l'autonomie de ces professions nouvelles. Sans doute, la représentation que celles-ci donnent d'elles-mêmes vise à marquer leur indépendance vis-à-vis des politiciens comme des employeurs, certaines des sciences enseignées dans les Universités revendiquant en outre d'être distinguées des disciplines appliquées. Scientifiques et professionnels parlent et agissent en effet au nom des intérêts supérieurs de la société, au-delà des intérêts particuliers des groupes qui la composent. Ils contribuent ainsi puissamment à la construction d'un "intérêt général" et, du même coup, à la redéfinition en cours des compétences des Etats-nations. Ce qui fonde leurs prétentions, c'est l'autonomie et l'objectivité de leur discipline, de la science dont ils sont les serviteurs. Toutefois, pendant au moins les deux premières décennies du siècle, le lien n'est pas rompu entre les différents secteurs de l'action réformatrice : des individus, des associations, des institutions sont à la charnière des divers champs spécialisés, qui apparaissent ainsi comme des éléments de réseaux complexes constituant une "nébuleuse réformatrice". L'étude de ces relations est éclairante, de même que celle de la biographie et des itinéraires de personnalités. Elles permettent d'observer que certains éléments clés de ces milieux sont et resteront des généralistes, agiront dans les professions mais aussi dans les administrations publiques, s'intéresseront à la ville en même temps qu'à d'autres terrains de réforme, tiendront le discours de la science mais seront aussi présents dans certaines batailles politiques décisives.

Comment s'articulent représentations et action dans ces nouveaux dispositifs ? La science établit des régularités et l'enchaînement des causes et des effets. Elle vise à être prédictive. C'est ce

qu'affirment par exemple Park et Burgess dans leur manuel de 1921 :

"Sociology seems now [...] in a way to become, in some fashion or other, an experimental science. It will become so as soon as it can state existing problems in such a way that the results in one case will demonstrate what can and should be done in another".

La définition du fait social par les durkheimiens peut être regardée comme une autre modalité de cette posture, qui s'exprime aussi dans l'émergence de la statistique mathématique anglaise ou les grandes enquêtes britanniques et américaines sur la pauvreté et les budgets familiaux. Pour le système causal qui prend forme alors, il n'y a pas de place pour les individus singuliers. C'est donc l'effacement du moralisme et la possibilité d'une trêve sur ce front-là. La plupart des pauvres, en effet, ne sont pas coupables de leur indigence ou de leurs tares. La cause de celles-ci est de moins en moins attribuée à l'hérédité sociale, formulation scientifique concurrente de l'eugénisme toujours florissant : le point de vue environnementaliste progresse, pour lequel c'est le milieu qui produit la dégénérescence, et le milieu peut être transformé par la réforme urbaine. Quant au chômage, c'est un "problem of industry" (William Beveridge, 1909) : il résulte à la fois de fluctuations économiques auxquelles on ne peut rien, et d'une désorganisation du marché du travail à laquelle, en revanche on peut mettre un terme.

Ainsi, les dispositifs proprement disciplinaires de l'époque libérale —le couple traditionnel bienfaisance/répression— reculent au profit d'une nouvelle stratégie de l'action réformatrice fondée sur ce que l'on pourrait appeler les technologies de la norme objectivée.

La norme est abstraite : elle n'est pas formulée pour tel groupe particulier, telle classe sociale, elle a valeur universelle. C'est elle qui définit les besoins des individus, leurs droits et leurs devoirs, et aucun autre critère. L'action des normes fixées par différents appareils administratifs ignore les identités pré-constituées en termes de profession, de classe ou de localité : elle est même censée les dissoudre, pour les recomposer autrement. Le langage change, et tout particulièrement à la faveur de la Grande Guerre : hygiène publique, productivité industrielle, logements bon marché, développement rationnel des villes sont désormais pensés comme des "questions nationales", et de moins en moins comme des aspects d'une "question ouvrière". Du même coup, tandis que les propositions de la science effacent l'individu concret, les normes qu'elles permettent d'établir reconstituent un autre individu comme sujet d'administration. Ces normes sont objectivées dans des réglementations ou des espaces bâtis dont la rationalité s'impose à tous, indépendamment des volontés individuelles, celles des gouvernants comme celles des gouvernés. La norme est une seconde "main invisible", car son mode opératoire spécifique est de faire naître des formes sociales autorégulées. On s'arrêtera sur deux d'entre elles : l'individu rationnel et la communauté locale.

La pensée économique néo-classique vient d'inventer les catégories de consommateur rationnel et de travail facteur de production. Tout le monde est censé optimiser. Mais les réformateurs — parmi lesquels on peut compter Alfred Marshall—sont des pragmatiques et savent bien que l'homo economicus est encore à naître, c'est-à-dire à fabriquer à partir d'un matériau difficile. Les comportements de maximisation impliquent de travailler plus et mieux, de consommer rationnellement, d'épargner. Il faut créer les conditions pour que le modèle devienne réalité. La notion d'organisation du marché du travail, qui se répand partout à partir des années 1900, illustre cette découverte, comme par ailleurs l'organisation scientifique du travail ou la "cité industrielle"

et les "machines à habiter" que les premiers architectes du mouvement moderne commencent à imaginer.

Et cependant, cette vision d'une société atomisée —qui n'est pas propre à la nouvelle science économique— soulève une inquiétude majeure. C'est celle que théorise Durkheim avec l'une des dimensions de la notion d'anomie, que tendent à surmonter les métaphores de la société comme organisme chez les urbanistes (Geddes, Poëte), ou qu'expriment un peu plus tard les sociologues de l'Université de Chicago. L'harmonie du tout nécessite l'intégration des parties, qui doit s'opérer dans des groupes de taille limitée où la norme sociale puisse s'imposer efficacement sans intervention externe. Il s'agira tout particulièrement de la famille et du quartier. La vision de ce dernier change de signe : débarassée de la définition de classe qu'implique la notion de "taudis", la communauté locale reconstituée sur de nouvelles bases peut devenir un vecteur fondamental de l'action réformatrice. "Organiser la communauté" devient l'objectif commun des planificateurs urbains et des travailleurs sociaux. A l'horizon proche, il y a la construction des préalables —dans la vie quotidienne— de l'émergence souhaitée d'un citoyen moderne.

L'approche comparative

Ces développements interviennent de façon parallèle dans la plupart des grands pays industrialisés. Bien entendu, l'implication des pouvoirs publics dans l'action réformatrice est inégale et s'affirme selon des temporalités spécifiques selon les pays. Les terrains retenus ici pour l'enquête comparative fournissent des cas suffisamment contrastés pour ne pas négliger cette dimension d'analyse. Alors que la Grande Bretagne s'impose comme le pays phare du town planning et des politiques sociales étatiques dès les années 1900, l'intervention publique est beaucoup plus tardive et limitée aux Etats Unis où il faut attendre le New Deal pour que soient prises des mesures significatives par les autorités fédérales, tandis qu'en France la République radicale combine ingénieusement initiative privée et encadrement par les pouvoirs publics. Il est d'usage de privilégier ces contrastes, et de les rapporter principalement aux spécificités nationales des institutions politiques. Cet aspect de la réflexion comparative est sans aucun doute important —et d'ailleurs abondamment traité— mais ne constitue pas le centre de l'approche développée ici.

C'est précisément parce que ces trois expériences nationales comportent des différences institutionnelles majeures —le contraste transatlantique fournissant à cet égard un *experimentum crucis*— que le travail comparatif peut avancer dans d'autres directions : la recherche des traits communs de la posture réformatrice qui fonde les nouvelles formes d'intervention sur la ville et le social, et l'examen du processus de formation de celles-ci.

Dans chacun des pays étudiés, on observe des affrontements très vifs autour du rôle des pouvoirs publics dans les différents secteurs de réforme. Un examen attentif de ces débats montre toutefois qu'ils se déroulent sur le terrain et à l'intérieur des limites d'un consensus qui peu à peu s'établit. Celui-ci concerne le diagnostic et, dans une large mesure l'étiologie, des maux à traiter —les sciences sociales naissantes fournissant sur ce point les représentations savantes nécessaires pour concevoir et légitimer l'action— les objectifs généraux des réformes à entreprendre —organisés autour d'un projet de transformation radicale des conditions de la vie quotidienne des groupes populaires— et les propriétés de toute méthode efficace —la rationalisation à base scientifique des instruments publics et privés d'intervention. C'est bientôt sur le socle de cette épistémè commune que toute opinion particulière sur les mesures à prendre devra se fonder. J'étudie la

formation de ces nouveaux sens communs au travers des conflits et concurrences qui organisent le champ réformateur dans chacun des pays.

Les projets prennent forme d'abord dans des laboratoires d'idées et d'expériences qui entretiennent un réseau très dense de contacts internationaux. Ils se constituent comme lieux de rencontre entre les mondes de la bourgeoisie philanthropique, du patronat éclairé, des universitaires et savants, des premiers professionnels des différents secteurs de réforme et, de plus en plus à partir du tournant du siècle, des dirigeants des organisations ouvrières. Dans tous les cas, c'est donc dans la société civile elle-même que se trouvent définies et expérimentées des politiques qui seront éventuellement ensuite prises en charge par les municipalités ou les administrations d'Etat, et que seront dans une très large mesure formés les personnels qui les mettront en oeuvre. Cette construction par la société des éléments de l'Etat Providence —quelle que soit ensuite l'expansion relative de celui-ci— est un trait commun des expériences nationales étudiées.

En outre, la circulation des idées, des expériences et des hommes entre les trois pays est en soi un objet empirique particulier qui, au-delà d'une problématique, classique mais discutable, des "influences", révèle un jeu complexe de mobilisation de ressources importées pour renforcer des positions dans les champs locaux d'acteurs, jeu qui comporte en particulier l'invention d'eu-topies étrangères et implique d'intéressants changements de sens des éléments transférés d'un côté à l'autre de la Manche ou de l'Atlantique.

Certaines des enquêtes empiriques que je réalise actuellement portent sur la constitution des champs scientifiques et professionnels à partir de l'observation des milieux réformateurs à Paris, Londres et New York. En dressant une "topographie" de ces milieux à une date donnée, puis en prenant d'autres "instantanés" ultérieurs, on peut éclairer les relations entre des champs de réforme qui s'autonomisent progressivement au cours du premier XXe siècle. Le recensement et l'analyse de populations larges (membres et dirigeants d'associations, participants à des congrès, membre des comités de rédaction et auteurs publiant dans des revues, personnel dirigeant d'administrations publiques, personnel d'institutions universitaires, etc.), l'étude des itinéraires biographiques et des réseaux permet de découvrir les troupes des mouvements réformateurs, les oubliés de l'histoire officielle des sciences et des professions—qui nous apprennent d'autres choses que l'étude des personnalités pérennisées par les reconstructions ultérieures. Elle permet d'établir les relations qui existent entre disciplines, professions et institutions et de mieux connaître les origines et les caractéristiques de la population constituant à un moment donné un champ particulier, ainsi que le système des positions qui définit celui-ci. Elle invite aussi, et peut-être surtout, à lire ou relire les textes à partir de la place des locuteurs dans les divers domaines pratiques de l'action réformatrice. De 1991 à 1993, mon séminaire à l'Ecole a eu pour thème "la 'nébuleuse réformatrice' et ses réseaux en France, 1880-1920" et a permis l'échange de méthodologies et de résultats entre une trentaine de chercheurs qui abordent cet objet à partir de divers domaines spécialisés. Ce travail collectif se poursuit actuellement en vue de la publication d'un ouvrage. Au terme de l'entreprise, mon séminaire renouera avec le comparatisme.

Travailler sur un autre pays que le sien, et a fortiori deux, exige d'édifier des compétences. Celles-ci ne relèvent pas seulement d'une nécessaire connaissance de la littérature, des travaux en cours et des sources dans les domaines et les pays concernés, mais aussi d'une familiarité à établir avec un pays, une ville, des façons de sentir et de dire étrangères. Je me suis engagé dans une

telle aventure depuis plusieurs années : par des séjours d'enseignement ou de recherche de longue durée à Columbia University (Visiting Associate Professorship en 1984-1985) et à King's College Cambridge (Visiting Fellowship en 1988), ainsi que par des visites répétées et des relations de travail régulières avec des collègues de plusieurs autres institutions américaines (New School of Social Research, New York University, U.C. Berkeley) et britanniques (University of London, University of Essex). Un critère essentiel de la validité de travaux comparatifs est d'ailleurs celle qui peut leur être reconnue par les chercheurs et les supports de publication des pays concernés.

En parallèle à ces investissements liés à mes terrains de recherche prioritaires, j'ai contribué depuis quelques années à la constitution d'un réseau de chercheurs qui travaillent sur les origines de l'urbanisme en Amérique latine et l'histoire des échanges avec l'Europe dans ce domaine au cours du premier XXe siècle. Constitué principalement de collègues brésiliens et argentins désireux de s'appuyer sur l'expérience de la recherche française dans ce domaine, ce réseau organise actuellement un séminaire international qui aura lieu en août 1994 à Rio et dressera l'état des lieux et débattrà des orientations à développer.

Les savoirs de la ville : une contribution au PRI "Etudes urbaines"

Dans le proche avenir, mon programme de recherche continuera à privilégier deux secteurs particuliers de réforme qui permettent de lier le domaine de la ville à celui du travail. Sur l'émergence de la catégorie de "chômeur" —en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis dans la période 1880-1910— je termine actuellement la rédaction d'un ouvrage à paraître en 1994 chez Albin Michel (collection "l'Evolution de l'humanité"). Sur la naissance de l'urbanisme moderne et des sciences sociales liées à celui-ci, je rassemblerai en un recueil un ensemble de travaux déjà achevés portant sur les mêmes pays et la même période, en vue d'une publication chez Blackwell. Sur la "nébuleuse réformatrice" en France, comme je l'ai indiqué plus haut, un ouvrage collectif est en préparation, pour lequel les Presses de l'EHESS ont manifesté un intérêt de principe.

Au delà de cette étape, mon travail s'orientera en fonction d'objectifs qui se préciseront avec le développement du PRI Etudes urbaines. Actuellement je m'attache plus particulièrement à y favoriser une réflexion collective sur le thème "Savoirs de la ville, XVIIIe-XXe siècles". J'indiquerai maintenant dans quelle perspective —celle-ci résultant déjà pour une part d'échanges entre collègues de diverses disciplines.

La thématique du projet, largement définie, est celle des savoirs sur la ville, des savoirs de la ville —la grande ville, tout particulièrement : savoirs savants ou experts sans doute, mais aussi savoirs quotidiens; savoirs formalisés et savoirs incorporés; savoirs des pouvoirs et savoirs d'en bas. Ces diverses oppositions provisoires n'impliquant pas de dichotomies mais invitant au contraire à être attentifs aux interactions —souvent non symétriques— entre leurs termes.

Pour préciser le propos, l'on peut partir des "sciences de la ville", celles qui constituent explicitement comme objet cognitif et pratique des phénomènes jusque là représentés dans d'autres catégories. La forme accomplie —d'un point de vue rétrospectif comme de celui des acteurs d'alors— en est sans doute l'"urbanisme" ou "Science des villes" (ailleurs town planning, city planning, Städtebau) qui commence à se revendiquer comme discipline scientifique autonome, corpus de savoir-faire et profession dans les années 1890-1910. Il s'agit d'une

combinaison nouvelle, spécifique, de schèmes cognitifs pour une part constitués de longue date et souvent transférés d'autres langages savants: unité de l'organisme urbain analysé en ses fonctions, unité de l'homme social et de son milieu, adoption d'une échelle spatiale —l'agglomération urbaine— inaugurant une définition de la ville qui rompt avec celle qui la regardait exclusivement comme cité politique.

Les sciences de la société, qui connaissent au même moment des redéfinitions épistémologiques et institutionnelles majeures, apportent leur contribution à cette nouvelle construction cognitive —elles en seront modifiées en retour avec l'apparition de l'"urbain" comme l'un de leurs domaines d'application. Savoir et pouvoir sont, ici comme d'ordinaire, étroitement liés, et la science des villes naissante offre aux projets de réforme sociale de nouvelles légitimations, de nouvelles technologies de mise en oeuvre et une expertise qui se veut distincte de la politique. Ainsi, de la fin du XIXe siècle à aujourd'hui, les sciences de la ville offrent un observatoire privilégié du système des relations entre disciplines des sciences sociales en même temps que des rapports entre celles-ci et l'action.

Déplaçons-nous maintenant trois-quart de siècles plus tard. L'ambition scientifique et rationalisatrice des premiers planificateurs —ou du moins des premiers à se regarder comme tels— s'est défaite. Depuis la moitié des années 1970, dans tous les pays où l'urbanisme de plan était devenu le sens commun des autorités savantes et politiques, le constat de sa faillite est énoncé. La science des villes dont le programme avait été fixé au début du XXe siècle semble à nouveau dissoute en savoirs techniques partiels, tandis que son projet rationalisateur est contesté de toutes parts et se trouve supplanté par de nouvelles constructions globales tournées vers d'autres objets et d'autres échelles —singulièrement une science économique recentrée sur le marché d'une part, l'écologisme d'autre part. Le vocabulaire de la "crise", dont la récurrence devrait pourtant conduire à se défier, suggère ainsi l'hypothèse d'une nouvelle rupture significative dans le champ des savoirs sur la ville.

A ces représentations de tournants successifs —années 1900, années 1970— on peut opposer toutes sortes d'objections. La plus irrémédiable, sinon la plus féconde, consiste à observer qu'il est vain de chercher des ruptures dans le flux continu du changement et qu'une suite d'inflexions imperceptibles, d'emprunts et de retraductions incessantes suffit largement pour décrire la distance qui sépare par exemple 1800, 1900 et aujourd'hui. Une autre objection consisterait à inclure les (prétendus) tournants évoqués plus haut dans une temporalité plus longue inaugurée par une rupture antérieure: celle du milieu du XVIIIe siècle, lorsque naissaient déjà, dans la pratique et les formalisations des intendants, des grands policiers, des ingénieurs, des médecins, les premières représentations globales de la ville et, finalement, un "urbanisme" avant la lettre. Les traits majeurs des sciences de la ville seraient dès lors fixés —en même temps que l'"homme" était constitué en objet de science— et les évolutions ultérieures devraient être considérées comme des déclinaisons du modèle des Lumières.

Voilà sans doute matière à débat —à la condition toutefois que celui-ci quitte bien vite le terrain des généralités. D'autant plus qu'il est loisible de rechercher plus tôt l'origine de l'origine, par exemple dans l'humanisme renaissant ou baroque et les réorganisations de la vision de l'espace qui les accompagnent.

Pour prévenir un malentendu possible, précisons que champ des savoirs experts dont il est ici

question doit être entendu de façon ample comme incluant des acteurs et des formes très divers: les discours qui utilisent le verbe comme ceux qui sont faits de nombres, de cartes ou d'esquisses; les constructions cognitives propres aux organisations architecturales comme les savoirs littéraires; les savoirs visuels comme les savoirs des médias; les discours que l'on tient dans les académies et les universités comme ceux que l'on met en oeuvre dans les offices d'ingénieurs ou les bureaux des administrations; ceux des grands ancêtres qui figurent au panthéon officiel de l'histoire des sciences comme ceux des armées obscures des administrateurs et réformateurs.

On ne peut toutefois s'en tenir là, sauf à épouser le rêve des producteurs des discours savants. Les savoirs sur la ville, en effet, ne sont pas leur monopole. S'il est un objet de savoirs partagés — bien que multiples et hétérogènes— c'est bien la ville. Tous ceux qui y vivent et contribuent à la produire en savent d'emblée quelque chose: des ressources qu'elle procure, des dangers qu'elle occasionne, des bonheurs dont elle est la source. En outre, un ordre particulier d'acteurs a spécialement à connaître de la ville, alors que la division peu à peu établie des rôles les sépare de la science légitime pour les cantonner à la pratique quotidienne du pouvoir: les administrateurs, les édiles, plus tard dans le XIXe siècle français les élus du peuple —tout spécialement les maires.

Distincts des savoirs experts, il y a donc des savoirs vernaculaires —ou populaires— de la ville. Ils sont, bien entendu, moins visibles que ceux des gouvernants ou des savants et les reconstituer est une tâche ardue. Ils s'expriment dans d'autres langages, concernent d'autres échelles et mettent en jeu d'autres intérêts que les savoirs de ceux d'en haut. Mais ils ne contribuent pas moins que ces derniers à faire la ville dans sa matérialité comme dans son mouvement et à en fixer les représentations. Il faudrait pouvoir faire la part des uns et des autres dans la production même des villes: à côté des bâtiments symboliques, des grands réseaux et des plans d'ensemble qui structurent l'espace, combien de quartiers évoluent dans la longue durée par une infinité d'actions oubliées —changements parcellaires, additions de constructions, mutations de populations.

Entre les savoirs d'en haut et ceux d'en bas, hétérogénéité donc, mais aussi interaction. La réflexion pourrait notamment porter sur les modalités de celle-ci. Du haut vers le bas, bien sûr, par les multiples formes du pouvoir inscrites dans la ville: spectacle de ses monuments marquants —de la cathédrale à la tour de bureaux— ordonnance des parcours quotidiens, découpages administratifs et politiques, délimitation juridique des lieux publics et privés —sans oublier les silences du droit— et bien d'autres encore. Mais du bas vers le haut, aussi, puisque les élaborations savantes naissent pour la plupart de l'énoncé de "problèmes" qui réinterprètent dans leur langage spécifique les activités et visions des populations. Cette interaction est au coeur du problème méthodologique de la restitution des savoirs d'en bas qui nous sont seulement accessibles, au passé comme au présent, à travers des corpus socialement constitués qui les modifient autant qu'ils les révèlent.

Distincts des savoirs savants comme des savoirs vernaculaires, il y a aussi les savoirs des autorités politiques. Celles-ci peuvent ou doivent agir sur la ville, et ont besoin pour cela de disposer d'outils de connaissance. En même temps, elles sont tenues d'être légitimes —quel que soit le principe de cette légitimité. Dans nos sociétés contemporaines, les autorités politiques évoquent selon des combinaisons diverses la raison et la nature, la démocratie et la science. Carrefour des savoirs d'en bas et des savoirs savants, les savoirs du politique sur la ville se construisent par bricolage, transfert de métaphores, compromis entre langages. Le discours de

l'intérêt général entre en tension avec ceux des intérêts particuliers, les évidences pratiques des élus avec les prescriptions des experts. En position de carrefour, ce savoir politique oscille sans cesse entre deux sources: une légitimité politique qui lui serait conférée par sa capacité à dire les besoins et une légitimité professionnelle résultant de l'usage des savoirs experts. Les politiques urbaines de l'âge démocratique sont traversées de ces revendications opposées qui sont organisées dans des configurations différentes selon les pays et les époques —ce qui contribue à former les topographies variables des "sciences de la ville" et de l'espace public local.

Les réflexions qui précèdent peuvent être rassemblées en une série de questions, probablement trop vastes, mais dont peuvent naître des confrontations sur des objets spécifiques.

1. Généalogies et périodisations. Les discours savants concernant la ville sont faits de transformations incessantes d'éléments hérités. Néanmoins les recompositions qui s'opèrent sont discrètes, introduisent des ruptures dont le statut peut être interrogé: peut-on parler, en certaines époques, de constitution de socles épistémiques sur lesquels l'architecture d'ensemble des savoirs se reconstruit autrement ? Cette formulation est abrupte, sans être originale puisqu'il s'agit là de la transposition d'un schème qui a fait ses preuves en histoire des sciences. Elle est en même temps datée, puisqu'un tel modèle contredit une représentation du savoir très longtemps dominante —en matière de ville notamment— comme retour à un âge d'or "classique". Et cependant, une telle question peut permettre d'aborder, dans notre champ particulier, les problèmes généraux de la généalogie des représentations.

2. Savoirs vernaculaires et savoirs légitimes. Les savoirs vernaculaires, populaires notamment, et les divers savoirs experts, savants, techniques, politiques construisent leur objet différemment. L'on peut s'attacher à retracer leurs "épistémologies" respectives et les contrastes et conflits qui les opposent. L'on peut aussi examiner diverses figures de leurs interactions, notamment par l'étude critique de sources et de protocoles d'observation supposés donner accès aux savoirs d'en bas.

3. Les transferts de schèmes. Ce point est pour une part une spécification du précédent. Les savoirs savants sur la ville, comme d'ailleurs ceux qui portent sur d'autres objets de la nature et de la société, se constituent et se renouvellent en important et retraduisant des schèmes cognitifs venus d'ailleurs. Par exemple de l'optique ou de la technologie des réseaux de routes et de canaux, des sciences naturelles ou de la médecine, de la physique ou de la théorie de l'information. En outre, des contaminations métaphoriques s'opèrent entre les sciences et les sensibilités, entre les pratiques expertes et le discours politique. Enfin, la circulation internationale des modèles d'observation, d'interprétation et de prescription est intense dans le domaine de la ville. Identifier divers cas de ces transferts de schèmes peut permettre de relier l'histoire des savoirs de la ville à une histoire plus large des cultures.

La ville: un thème d'"actualité" ?

Je voudrais suggérer en guise de conclusion comment le présent programme peut rencontrer un certain nombre de thèmes qui sont apparus depuis quelques années au premier plan de l'actualité sociale et politique, en France comme dans d'autres pays développés. Si les années 1950 et surtout 1960 ont été celles des politiques de l'aménagement urbain, les années 1980 et 1990 sont présentées comme celles de politiques de la ville plus globales, où la gestion de la croissance du

bâti fait place à celle du "social" dans toutes ses dimensions. D'émeute urbaine en programme de développement social des quartiers et en ministère de la Ville, tout se passe comme si le langage de la "question urbaine" permettait désormais de penser et de traiter les maux de la société post-industrielle. A d'autres échelles spatiales et temporelles, le vocabulaire de l'écologisme et de la défense de l'environnement s'est parallèlement imposé comme obligatoire pour traiter d'une manière globale les problèmes de l'époque, ceux de l'interaction entre nature et société.

Comme d'ordinaire depuis un siècle, un tel déplacement des sens communs ne manque pas de susciter des demandes adressées aux sciences sociales et donc des programmes de recherche et des vocations de chercheurs. Des objets leur sont désignés, construits par l'interaction entre représentations savantes et interventions réformatrices. Dans cette conjoncture, que l'on peut supposer susceptible de durer quelque temps, les recherches décrites ici peuvent présenter une actualité et un intérêt particuliers. Elles offrent un éclairage sur les évolutions de longue période dans lesquelles s'inscrivent les développements présents du discours et des interventions sur la ville. En outre, elles proposent une analyse des rapports entre la construction des "problèmes sociaux" et celle des objets de recherche socialement légitimes qui peut aider à entretenir une vigilance épistémologique bien nécessaire. Enfin, elles peuvent contribuer, aux côtés de nombreuses autres, à produire des savoirs sur les sociétés urbaines du présent qui ne soient pas entièrement pré-construits par les évidences de l'air du temps.